



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

September 2021 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Nous pouvons tous faire la différence

Chères lectrices, chers lecteurs,

En ce mois de septembre, j'ai l'impression de démarrer une nouvelle année. Un sentiment bien plus vif qu'en janvier. Le mois de septembre marque la fin de la pause estivale et le retour aux routines du travail, des réunions, des voyages ou de l'école. Cette année, ce ressenti est pour moi encore plus fort que d'habitude. Les taux de vaccination nous donnent l'espoir de pouvoir à nouveau nous déplacer à travers nos régions et notre continent. Nouvelles normes culturelles de comportement et pratiques d'hygiène se sont conjuguées pour nous offrir la possibilité d'un nouveau départ.

Le mois prochain, nous célébrerons déjà le premier anniversaire de ce nouveau mandat du CESE. Et pourtant, de nombreux membres feront leurs premiers pas au sein de nos bâtiments à Bruxelles ce mois-ci ou le suivant.

Les attentes et les chances à saisir sont palpables. La société civile doit élever la voix et être clairement entendue. C'est là que le CESE peut continuer à faire la différence.

Nous avons traversé ces 18 derniers mois une période difficile en raison de cette pandémie. Nous avons connu un été tumultueux, marqué par des catastrophes dévastatrices dans de nombreuses régions d'Europe, conséquences directes du changement climatique. Les inondations extrêmes ont été tragiquement meurtrières, coûtant la vie à 210 personnes, principalement en Allemagne, et elles ont provoqué des perturbations considérables dans la vie des populations. La Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse ont également dû faire face à des dégâts et des pertes humaines en raison de ces inondations.

L'Italie et plus particulièrement la Grèce ont été touchées par des feux de forêt, reflets des conditions de sécheresse qui sévissaient dans ces pays. La Grèce a atteint une température exceptionnelle de 47,1 °C. Les images montrant certaines régions d'Europe sous l'eau et d'autres en proie aux flammes témoignent de l'urgence quant à la nécessité de nous unir pour relever les défis qui sont les nôtres. Dans un formidable élan de solidarité, des pompiers venus d'Allemagne, de Pologne, de Roumanie et d'autres pays se sont empressés de proposer leur aide aux Grecs.

Les mois qui nous attendent seront particulièrement chargés. Dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe, tous nos membres s'efforceront de faire entendre la voix de tout un chacun. Le slogan «L'avenir est entre vos mains» nous rappelle que seule une participation active nous permettra d'esquisser l'avenir dont nous avons besoin.

Pour faciliter ce processus, j'attends avec intérêt notre manifestation sur le thème «Connecter l'UE» qui se tiendra à Lisbonne en novembre. Il s'agit d'une initiative lancée par le CESE pour

stimuler notre réseau actif comptant des acteurs de la société civile issus de toute l'Europe. Les participants sont généralement au nombre de 120, parmi lesquels se trouvent notamment des responsables de la communication des réseaux de la société civile, des membres de la COCOM, des journalistes et des représentants d'autres institutions. J'ai le plaisir de vous rappeler également la remise de notre prix de la société civile, qui récompensera cette année ceux qui agissent en faveur du climat.

Nous pouvons tous faire la différence. Saisissons pleinement les occasions qui nous sont offertes de nous engager, et faisons en sorte d'être tout à la fois actifs et efficaces.

Cillian Lohan

Vice-président du CESE chargé de la communication

À VOS AGENDAS

Le 20 septembre 2021, à Bruxelles

[Le volontariat: les citoyens construisent l'avenir de l'Europe](#)

Les 22 et 23 septembre 2021, à Bruxelles

Session plénière du CESE

Les 30 septembre et 1^{er} octobre – Macédoine du Nord

[8^e Forum de la société civile des Balkans occidentaux](#)

Le 1^{er} octobre 2021, à Bruxelles

[30 ans d'action au service des consommateurs européens](#)



UNE QUESTION À...

Dans notre rubrique «Une question à...», nous demandons aux membres du CESE de répondre à une question d'actualité qui nous semble particulièrement pertinente.

Pour l'édition de septembre, nous avons sollicité M. Alain Coheur, président de la section «Marché unique, production et consommation» (INT), de nous faire part de ses réflexions sur les enjeux de la stratégie industrielle.

Une question à Alain Coheur, président de la section «Marché unique, production et consommation» (INT):

«La mise à jour de la stratégie industrielle 2020, intitulée: "Construire un marché unique plus solide pour soutenir la reprise en Europe", a été présentée par la Commission européenne en mai 2021. Elle met l'accent sur le fonctionnement du marché intérieur dans le contexte de la pandémie. Quelles sont les tâches les plus importantes que le CESE entend entreprendre dans le cadre de cette stratégie, qui inclut les enseignements tirés de la crise sanitaire et tient compte de son impact sur l'économie et l'industrie. Qu'attendez-vous de la part de la société civile dans la réalisation des principes de la stratégie industrielle?»

«LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE VERTE COMME PIERRE ANGULAIRE DU PACTE VERT POUR L'EUROPE»

La nouvelle stratégie industrielle intitulée «Mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe» [COM2021) 350 final], qui a été publiée le 5 mai dernier, est certainement l'un des enjeux fondamentaux pour l'UE. La seule possibilité pour les États membres de surmonter cette crise est d'agir de manière coordonnée, de ne laisser personne de côté et de restaurer la capacité des entreprises à générer de la valeur ajoutée, à investir dans un avenir durable et à maintenir / créer des emplois de qualité.

Au niveau du CESE, à l'initiative de la section INT et avec le soutien de l'ensemble des présidents de section, nous avons travaillé ensemble à la préparation d'une série de séminaires qui traitent spécifiquement un sujet de la stratégie industrielle en lien avec les compétences de chaque section, sous la forme de webinaires.

Le 13 juillet, la CCMI a organisé un premier webinar sur «Le rôle des matières premières critiques dans la formation d'une base industrielle forte». Le prochain rendez-vous sera le webinar INT sur «La stratégie industrielle de l'UE – Quels indicateurs pour suivre ses progrès?», qui aura lieu le 15 septembre. Les webinaires suivants seront organisés comme suit:

- 18 octobre 2021 - Webinaire ECO : «Canaliser les ressources financières vers des investissements conformes aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance»
- 26 novembre 2021 - Webinaire SOC: «Une transition juste pour les travailleurs des industries européennes: lutter contre les inégalités et la discrimination et favoriser les possibilités de reconversion et de perfectionnement professionnels»
- 10 décembre 2021 - Webinaire NAT: «Stratégie de la ferme à la table: alignement de l'industrie alimentaire sur les objectifs de neutralité climatique du pacte vert pour l'Europe et les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies»
- Janvier 2022 - Webinaire TEN: «Des sources d'énergie propres pour la transition vers une économie neutre en carbone»
- Février 2022 - Webinaire REX: «Chaînes d'approvisionnement durables et la question de la relocalisation»

Cette série d'événements se clôturera en mars 2022 par une conférence de haut niveau qui aura pour titre «Un futur durable pour l'industrie européenne». Cette conférence sera coorganisée avec la Commission européenne, et nous pourrions compter sur la participation de la vice-présidente de la Commission, **Margrethe Vestager**, et du commissaire **Thierry Breton** ainsi que de la future présidence française.

Les enjeux de cette nouvelle stratégie sont nombreux, mais je tiens à souligner les éléments cruciaux suivants:

Il est essentiel de passer à une économie neutre en carbone et d'inverser la courbe actuelle de l'effondrement de la biodiversité. Sans stratégie industrielle verte comme pierre angulaire du pacte vert pour l'Europe, l'UE ne parviendra jamais à réaliser une économie neutre en carbone en une génération.

La nouvelle stratégie industrielle doit assurer le bon équilibre entre le soutien aux entreprises européennes, le respect de notre objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050 et l'incitation des consommateurs à passer de la consommation à des biens et services durables.

L'économie circulaire est essentielle pour développer le futur modèle économique de l'Europe. Celui-ci doit explorer des alternatives viables et économiques aux combustibles fossiles et donner du poids à des solutions d'énergie propre décentralisées et coopératives.

La politique industrielle doit aller de pair avec une politique commerciale et étrangère ferme qui doit, à son tour, développer des stratégies pour sécuriser l'accès aux matières premières. Par ailleurs, le secteur de la santé dans son ensemble doit faire l'objet d'une attention particulière.

L'industrie européenne sera numérisée ou cessera d'exister. Les investissements dans les secteurs des TIC, tels que l'économie des données, l'internet des objets, l'informatique en nuage, l'intelligence artificielle et la fabrication de pointe doivent atteindre toutes les régions et tous les États membres.

Les PME seront probablement les plus durement touchées par cette crise. Il faut les aider à se développer, à développer de nouveaux modèles économiques et à attirer une main-d'œuvre qualifiée, par exemple par l'introduction de stock-options pour les salariés.

Alain Coheur

Président de la section «Marché unique, production et consommation» (INT)

NEW PUBLICATIONS



L'invité surprise

Chaque mois, nous vous invitons à découvrir une personnalité, dont le travail et l'engagement sont perçus par d'autres comme une source d'inspiration.

Pour l'édition de septembre nous avons invité **Sébastien Maillard**, directeur de l'Institut Jacques Delors à Paris. Il partage avec nous sa compréhension du concept "d'appartenance européenne", ce qui est particulièrement important en cette période de débat sur l'avenir de l'Europe, dont le point culminant sera la présidence française au premier semestre de 2022.

Sébastien Maillard est directeur de l'Institut Jacques Delors à Paris. Avec une équipe de 20 salariés, ce *think tank* analyse les enjeux européens et formule des idées opérationnelles pour faire avancer l'intégration européenne dans plusieurs secteurs-clés, en lien avec ses

partenaires de Berlin et de Bruxelles. Son Académie Notre Europe sensibilise les 18-30 ans aux questions européennes.

Sébastien Maillard, après une première carrière de journaliste à *La Croix* a rejoint le *think tank* fondé par Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne. Il en a été le correspondant à Bruxelles (2007-2010) et à Rome (2013-2016), y co-dirigea le service international et couvrit en 2017 la campagne d'Emmanuel Macron. Spécialiste des questions européennes, qu'il a enseignées à Sciences Po à Paris et pour Boston College, il a également collaboré avec *TheWorldPost*, *The German Times* ainsi qu'avec d'autres revues. Il siège dans les instances de plusieurs organisations européennes (Mouvement Européen, Maison Robert Schuman, Maison de l'Europe). Il est l'auteur de "Qu'avons-nous fait de l'Europe ?", 2013, préface de Jacques Delors) et d'un livre d'entretiens avec Enrico Letta, "*Faire l'Europe dans un monde de brutes*", 2017, édité en poche en 2019 et traduit en plusieurs langues. (ehp)



Sébastien Maillard : Vous avez dit « appartenance » ?

C'est le dernier des trois mots d'ordre annoncés pour la présidence française du Conseil de l'UE mais celui qui fait le plus sourciller: appartenance. De quoi parle-t-on? Il s'agit de ce je ne sais quoi qui vous fait vous sentir Européen, une prise de conscience d'être de ce continent, d'y appartenir en somme. Cela ne se décrète pas, ni ne s'achète. Les zones qui, en France, sont arrosées de subventions « de Bruxelles » ne sont pas les plus europhiles. En revanche, ce sentiment à la fois individuel et collectif demande à être éveillé, nourri et mûri.

Comment? L'appartenance européenne peut s'appréhender de trois manières. La plus évidente mais souvent perdue de vue, est l'appartenance au sens – osons le mot – civilisationnel. Vous l'aurez peut-être ressentie cet été, si vous avez pu voyager. Dans les rues de Rome,

Prague, Lisbonne ou Athènes, sur les grand-places, dans les cathédrales, aux abords des cafés ou de l'opéra: cet air de famille qui ressort au-delà de la diversité des styles et des langues. Ces traces d'une mémoire collective qui déborde de son cadre national et qui rejoint la nôtre. Sans rien niveler, fusionner ou uniformiser. Sans rien enlever de l'attachement national et/ou régional, qui ont leur propre épanouissement. Être Européen, c'est simplement ne pas se sentir exilé en parcourant ces villes – en tout cas, moins que sur d'autres continents. Cela requiert une éducation scolaire intégrant la dimension européenne.

Mais l'appartenance est aussi une affaire de citoyenneté: se reconnaître réellement citoyen européen et pas seulement lors des élections européennes. Cela se joue dans notre capacité à admettre la légitimité démocratique d'une directive européenne votée et non de la voir comme un «diktat imposé par Bruxelles», à utiliser l'euro comme sa monnaie et non comme une devise venue d'ailleurs. Plus largement, c'est se reconnaître soi-même comme appartenant à l'Union européenne et non juste à l'État qui en est membre. En pratique, cette forme d'appartenance repose d'abord sur nos moyens d'être informés des affaires européennes par les médias. Les commissaires, les députés européens – et les membres du CESE - ont-ils place dans notre sphère politique ou y sont-ils inexistantes ?

Enfin, la troisième manière d'appartenir à l'Europe est de sentir son destin lié à celui de ses voisins, d'adhérer à une même vision d'avenir, de partager de mêmes idéaux. L'expression «faire l'Europe» prend ici tout son sens. Si on construit l'Europe, bon an mal an, c'est qu'on y projette un grand dessein: à l'origine faire la paix, faire l'unité; aujourd'hui s'affirmer face au reste du monde, lutter contre le réchauffement climatique, préserver la démocratie devant l'autoritarisme. En résumé, on ne se sent pas Européen qu'en contemplant de vieilles pierres, en respectant de mêmes normes, mais aussi en souscrivant aux mêmes valeurs et intérêts géopolitiques.

Trop souvent, ces trois approches de l'appartenance restent étanches les unes aux autres. La première est tournée vers le passé, la deuxième vers le présent et la troisième vers le futur. La première parle aux historiens et aux artistes, la deuxième aux économistes et aux juristes, la troisième aux philosophes et aux stratèges. Le défi d'une appartenance accomplie est de réunir ces trois approches et non de les opposer. Ou plutôt de déceler leur imbrication. On ne serait pas à «faire l'Europe» si elle n'existait pas déjà comme civilisation et n'avait pas l'UE comme truchement pour se manifester au monde. Relier ces trois dimensions

et les mettre en cohérence sont tout le défi d'une appartenance européenne accomplie. Il faudra pour achever cela bien plus qu'une présidence tournante.

Sébastien Maillard

Directeur de l'Institut Jacques Delors, Paris



Herman van Rompuy: Le vieux poète parle doucement

Nous avons le plaisir de poursuivre la publication de la série de haïkus, sous le titre commun "Le vieux poète parle doucement", que nous a offerts leur auteur, **Herman van Rompuy**, ancien président du Conseil européen.

Chant et chuchotements

Entendre les oreilles ouvertes

Le monde est loin

Lire lentement au bord de mer

Les vagues meurent tout près

De longs soupirs

Les arbres et la mer

Donnent vie au vent

Souffle et rage



[Herman van Rompuy: The old poet speaks gently](#)

We are delighted to host yet another selection of haikus by Herman van Rompuy, former President of the European Council. These haikus were originally written in French.

Singing and whispering

Hearing with open ears

The world is far away

Reading slowly by the sea

The waves are dying nearby

Long sighs

The trees and the sea

Give life to the wind

Blowing and raging

NOUVELLES DU CESE



IA: tandis que 18 % des chercheurs de haut niveau à travers le monde sont européens, seuls 10 % travaillent en Europe

Lors d'un débat sur l'intelligence artificielle (IA) tenu au cours de la session plénière de juillet du Comité économique et social européen (CESE), Jayant Narayan, du Forum économique mondial, a attiré l'attention sur ces chiffres et fait valoir que, pour être compétitive, l'Europe doit investir dans des actions à moyen et long terme afin de créer un écosystème dans lequel l'IA peut prospérer.

Lors de sa dernière session plénière avant la pause estivale, le CESE a organisé un débat sur le thème «**Intelligence artificielle et valeurs réelles: notre avenir numérique**», auquel a pris part **Jayant Narayan**, responsable de la [Global AI Action Alliance](#) (Alliance mondiale pour l'action en matière d'IA) du Forum économique mondial.

Mettant en exergue les défis auxquels sont confrontées les PME dans le cadre du déploiement de l'IA, **Jayant Narayan** a souligné que si de nouvelles solutions commencent à émerger, comme **l'intelligence artificielle sans code**, qui permet aux entreprises et aux particuliers de travailler sur des solutions d'IA sans avoir à engager d'experts en mégadonnées parfaitement formés, il ne s'agit pas pour autant d'une solution miracle. Il importe de prévoir également un objectif à moyen et long terme en vue de doter les PME des moyens nécessaires pour développer les capacités locales dont elles ont besoin en interne pour déployer l'intelligence artificielle. C'est là qu'entrent en jeu des aspects essentiels tels que les compétences, qui, dans le cas de l'IA et de la science des données, ne s'acquièrent pas du jour au lendemain. Le financement et le soutien à l'innovation jouent un rôle clé dans ce processus.

À la question de savoir pourquoi l'Europe est en retard sur les États-Unis et la Chine, **M. Narayan** a répondu que, si cette situation s'explique par de multiples raisons, le soutien et le financement du gouvernement ont joué un rôle de premier plan, de l'émergence de la Silicon Valley à l'approbation bipartite de la récente loi sur l'innovation et la concurrence (*Innovation and Competition Act*), qui a ouvert la voie à une dépense de 250 milliards de dollars en faveur des technologies et de l'innovation.

«Un tel financement crée le type de marché sur lequel la plupart de vos chercheurs et spécialistes des données de haut niveau se retrouveront eux aussi. Et il ne s'agit pas d'une solution à court terme, mais plutôt d'une vision à moyen et long terme en vue de la création d'un écosystème dans lequel, non seulement, vous générez de la valeur locale, mais vous vous trouvez aussi à l'avant-garde de ce processus.» Il a cité plusieurs [études récentes](#) qui montrent que, si 18 % des scientifiques de haut niveau dans le domaine de l'IA à travers le monde sont européens, seulement 10 % d'entre eux travaillent effectivement en Europe.

M. Narayan a également abordé la question de **l'intelligence artificielle et de la société civile** et celle de savoir si le développement de l'IA bénéficie véritablement à tous ou s'il sert plutôt les intérêts de certains groupes.

Citant des études qui montrent qu'entre 30 et 40 % des recettes récentes d'Amazon proviennent de recommandations formulées par l'IA à l'intention des consommateurs, **M. Narayan** a souligné que celle-ci est effectivement omniprésente et que c'est la raison pour laquelle la robustesse, l'explicabilité, la confiance et la transparence revêtent une telle importance. Si des progrès ont été accomplis en matière d'**explicabilité** et de **sécurité**, ce fut toutefois par le biais de solutions de pointe auxquelles on ne peut s'attendre à ce que tout le monde ait accès.

Bien que les principes énoncés autour de ces questions ne manquent pas, M. Narayan a expliqué que la principale préoccupation est de savoir s'ils sont réellement mis en pratique et si les intérêts de la société civile sont protégés. Il prévoit que les progrès dans la mise en œuvre s'appuieront sur la combinaison de réglementations du secteur public et de cadres de l'industrie. Grâce au dialogue entre le secteur et les autorités de régulation, les choses devraient évoluer pour éventuellement parvenir à un point où l'industrie commencerait à prendre des mesures, même sur une base volontaire.



Frans Timmermans à la rencontre des porte-parole européens de la jeunesse au CESE

Dans son [avis](#) sur la participation structurée des jeunes au processus décisionnel de l'UE concernant le climat et la durabilité, le CESE proposait la mise en place de **tables rondes de la jeunesse pour le climat et la durabilité**, qu'il organiserait en collaboration avec la Commission, le Parlement européen et les organisations de jeunesse.

La Commission s'est félicitée de cette initiative qu'elle considère comme un outil utile pour renforcer le rôle consultatif du CESE et donner à la jeune génération la possibilité de faire connaître ses points de vue sur le pacte vert pour l'Europe. [La première réunion](#), avec onze représentants

de la jeunesse, s'est tenue le 13 juillet 2021 en présence de **Frans Timmermans**, vice-président exécutif de la Commission.

«Grâce à vous, le sentiment d'urgence au sein de notre population a gagné du terrain. Nous devons tous nous mettre à pied d'œuvre en ayant en point de mire le bien des générations futures, et non notre intérêt individuel. Certains d'entre vous pensent peut-être que nous n'en faisons pas assez, mais je puis vous promettre que je fais tout ce qui est en mon pouvoir, et j'espère que nous saurons trouver un terrain d'entente pour mener ensemble ce juste combat», a souligné le vice-président **Timmermans**.

Au cours de la réunion, les représentants de la jeunesse ont remis à M. Timmermans un document exposant, à l'initiative de [Generation Climate Europe](#) et du [Forum européen de la jeunesse](#), des **propositions spécifiques** qui concernent le système économique européen, notamment la gestion des ressources naturelles par l'Union et les indicateurs de progrès.

Cillian Lohan, vice-président du CESE, a conclu par ces mots: «Il s'agit d'une occasion unique de corriger les inégalités systémiques et d'assurer une transition qui tourne le dos aux pratiques non durables. Toutefois, les jeunes doivent être aidés. L'écosystème du militantisme doit être encouragé, nourri et doté d'un véritable espace sur la scène politique européenne. Les espaces de dialogue ne sont utiles que s'ils sont suivis d'actions. Alors, allons-y!» (mr)



Économie, environnement et bien-être des citoyens doivent être à l'unisson dans l'UE de l'après-COVID-19

La prospérité économique, la protection de l'environnement et le bien-être des citoyens peuvent, et doivent, avancer de concert. Tel a été le principal message délivré par Christa Schweng, présidente du CESE, lors du débat sur le thème «Une économie de l'après-COVID-19 au service de tous - Vers une économie du bien-être?», qui s'est tenu au cours de la session plénière du Comité le 7 juillet 2021.

M^{me} Schweng a affirmé qu'à l'avenir, il nous faudrait assurément contrôler et valoriser des éléments plus vastes que ceux pris en compte dans le PIB: «Des aspects tels que notre santé, la nature autour de nous, notre éducation, notre capacité à innover et nos communautés ont une réelle importance», a-t-elle déclaré.

Évoquant le fait de «combiner l'idée de la prospérité et la possibilité d'un progrès social à l'échelle mondiale», en se fondant sur les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, M^{me} Schweng a ajouté: «Le moment est venu pour l'Union européenne d'œuvrer à une stratégie globale: le CESE est prêt à nourrir la réflexion sur les fondements d'une économie de l'après-COVID-19 qui soit au service de tous et qui comprenne de nouveaux indicateurs de performance économique et de progrès social à même de fournir une vision complète du bien-être de la population.»

Peter Schmidt, président de la section «Agriculture, développement rural et environnement» (NAT) et rapporteur de l'avis du CESE sur «[L'économie durable dont nous avons besoin](#)», a fait valoir qu'une économie du bien-être reposait sur les services aux personnes, et que l'Union devait saisir l'occasion créée par la pandémie pour réfléchir à ses faiblesses et formuler des propositions. (mp)



L'Europe a tout à gagner d'un financement solide de l'instrument #NextGenerationEU

Une stratégie de financement performante s'impose lorsqu'il s'agit de lever sur les marchés internationaux des capitaux les fonds nécessaires à la relance de l'Union européenne. Dans son avis élaboré par Judith Vorbach et adopté lors de la session plénière de juillet, le Comité souligne que la bonne mise en œuvre de l'instrument de relance «NextGenerationEU» requiert un financement sain et durable, une gestion rigoureuse des risques, ainsi que des coûts d'emprunts faibles.

Au cours du débat, **M^{me} Vorbach** s'est exprimée en ces termes: «La gestion des emprunts liés à l'instrument NextGenerationEU doit reposer sur le contrôle démocratique, la légitimité et la transparence. Une stratégie de financement efficace, fondée sur un financement stable et durable, une gestion rigoureuse des risques, un niveau élevé de solvabilité et des coûts d'emprunt faibles, est dans l'intérêt du public et notamment de la société civile, sur qui pèsent en fin de compte les risques du marché.»

Le CESE se félicite de la décision de la Commission européenne quant au renforcement de ses compétences et de ses ressources humaines en vue de gérer le financement de NextGenerationEU. Le public accorde beaucoup d'importance à la bonne administration des financements: il importe donc que la Commission gère directement la stratégie de financement et s'abstienne de l'externaliser. Le CESE exhorte la Commission à respecter l'équilibre entre les hommes et les femmes lorsqu'elle affecte du personnel à cette gestion.

Le Comité demande également la mise en place d'un conseil consultatif, au sein duquel seront représentés la Commission, le Parlement européen, le Conseil, les partenaires sociaux et la société civile organisée. (mp)



Pour éradiquer la pauvreté des enfants en Europe, notre approche doit mobiliser la société dans son ensemble

Les récentes initiatives de la Commission sur les droits de l'enfant exhortent les responsables politiques européens et nationaux à œuvrer au bien commun de tous les enfants de l'Union européenne. Fortes d'une approche ambitieuse et audacieuse visant à garantir à chaque enfant une vie exempte de toute discrimination, ces deux initiatives ont reçu l'aval du CESE.

Le Comité économique et social européen (CESE) apporte son soutien à la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant et à la proposition de recommandation du Conseil instituant une garantie européenne pour l'enfance juridiquement contraignante. Le CESE est convaincu que la mise en œuvre de ces initiatives permettra d'appuyer les efforts déployés à l'échelle européenne et nationale pour réduire la pauvreté des enfants et promouvoir leur bien-être.

Dans l'avis sur la [**Garantie européenne pour l'enfance**](#), adopté lors de sa session plénière de juillet, le CESE souligne que la lutte contre la pauvreté, la discrimination, le dénuement et l'exclusion sociale des enfants nécessite une approche européenne coordonnée, qui mobilise la société dans son ensemble, afin de garantir que les droits de l'enfant soient intégrés dans diverses stratégies et que ces dernières produisent des effets positifs et durables sur la santé et le bien-être des enfants.

«Au sein de l'Union, un enfant sur quatre grandit en étant exposé au risque de pauvreté: ce chiffre est inacceptable. Nous avons besoin de stratégies et d'un cadre juridique solides, pour pouvoir inverser cette tendance et briser le cercle vicieux de l'inégalité, qui tend à se perpétuer sur plusieurs générations. Nous devons nous fixer un objectif ambitieux, qui vise à sortir tous les enfants de la pauvreté d'ici 2030, et pas seulement cinq millions d'entre eux, un chiffre qui correspond à l'objectif actuel du socle européen des droits sociaux en matière de lutte contre la pauvreté», a affirmé Kinga Joó, rapporteure de l'avis.

«Les enfants doivent bénéficier de l'attention de toutes les couches de la société. L'Union devrait faire du renforcement de leurs droits une priorité. À cette fin, nous avons besoin d'une stratégie inclusive, transversale et intersectionnelle, d'une véritable stratégie fondée sur l'équité, afin de garantir que tous les enfants, quelle que soit leur situation, bénéficient de l'égalité des chances et de l'insertion sociale», a déclaré María del Carmen Barrera Chamorro, corapporteure de l'avis.

Selon les données d'Eurostat, en 2019, 18 millions d'enfants européens, soit 22,2 % des enfants de l'Union, étaient exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale. Le CESE estime que la privation numérique et la précarité énergétique sont tout aussi néfastes pour les enfants, et devraient également être abordées dans le cadre de la garantie pour l'enfance. En Europe, quelque 5,4 % des enfants d'âge scolaire vivent dans des familles dépourvues d'ordinateur ou de connexion à l'internet. Environ 25 % des Européens vivent dans des ménages en situation de précarité énergétique, ce qui nuit également à la qualité de vie et à la santé des enfants.

Pour sortir les enfants de la pauvreté, le CESE préconise que tous les États membres consacrent à cette cause au moins 5 % des financements issus du Fonds social européen plus (FSE+). Conformément à la nouvelle réglementation, seuls les États membres dans lesquels le taux de pauvreté des enfants dépasse la moyenne européenne, qui s'élève à 23,4 %, sont tenus de consacrer ce pourcentage des ressources issues du FSE+ à la lutte contre ce phénomène. À ce jour, seuls 11 pays ont mis en place un tel financement. (II)



Itinérance: le CESE plaide en faveur d'une zone tarifaire unique dans l'ensemble de l'Union européenne

Les citoyens devraient bénéficier du tarif local lorsqu'ils utilisent leur téléphone portable quel que soit l'endroit où ils se trouvent dans l'Union européenne, a déclaré le Comité économique et social européen (CESE) dans un avis adopté récemment sur une proposition de révision des règles de l'UE en matière d'itinérance.

Une **zone tarifaire unique** pour les appels et la consommation de données aux tarifs locaux pour toute personne disposant d'un abonnement téléphonique en Europe, garantissant une rapidité et un accès à l'infrastructure identiques quel que soit le pays où l'appel est passé: de l'avis du CESE, c'est là l'objectif que l'UE devrait poursuivre en

matière de réglementation des services d'itinérance.

Tout en se félicitant du [réexamen du règlement sur l'itinérance](#) et de ses objectifs proposés par la Commission européenne, qui constitue un pas dans la bonne direction, le CESE estime qu'il convient de fixer un objectif plus ambitieux.

«L'idée qui sous-tend la proposition de la Commission est que les services d'itinérance doivent être fournis dans les mêmes conditions que dans le pays d'origine, sans aucune restriction d'accès. C'est une bonne proposition», a déclaré **Christophe Lefèvre**, rapporteur de l'[avis du CESE](#) adopté lors de la session plénière de juillet. «Toutefois, nous pensons qu'il faudrait aller plus loin et faire en sorte que les citoyens européens n'aient pas à payer plus cher leurs communications mobiles lorsqu'ils partent à l'étranger.»

Le CESE souligne également qu'il ne suffit pas, lorsqu'une qualité ou des vitesses similaires sont disponibles sur le réseau d'un autre État membre, d'interdire à l'opérateur national de fournir délibérément un service d'itinérance de moindre qualité. Cela signifie, par exemple, que si un consommateur dispose d'une connectivité 4G dans son pays de résidence, il ne devrait pas se voir imposer l'utilisation de la 3G en itinérance si la 4G est disponible dans le pays où il se rend.

Le problème réside en partie dans le manque d'infrastructures locales, raison pour laquelle l'UE devrait également être prête à **investir dans les infrastructures** afin de combler les lacunes existantes et de veiller à ce qu'il n'y ait pas de «**zones blanches**», c'est-à-dire des régions dans lesquelles la couverture

internet à haut débit est insuffisante; l'on sait que beaucoup sont situées dans des zones rurales et qu'elles ont pour effet de faire fuir les habitants et les entreprises potentiels.

Le CESE insiste en outre sur la nécessité d'exiger que des **alertes multiples** soient envoyées aux consommateurs afin de leur éviter toute mauvaise surprise à la réception de leur facture. À l'approche du plafond prévu dans l'abonnement, l'opérateur devrait continuer à alerter le consommateur chaque fois que le volume fixé pour l'alerte précédente a été atteint, en particulier au cours d'un même appel ou d'une même session d'utilisation des données.

Enfin, le CESE attire l'attention sur la notion d'**utilisation raisonnable**, en laquelle il voit un aspect déterminant. Si tous les contrats de communications mobiles mentionnent une utilisation raisonnable de l'itinérance, le CESE regrette que le règlement ne la définisse pas. La pandémie de COVID-19 a rendu les gens extrêmement dépendants des activités en ligne, et le concept d'utilisation raisonnable a pris une toute nouvelle signification. Il suffit, comme le fait valoir le CESE, de songer à ce que cela représente pour un étudiant Erasmus qui fréquente une université dans un autre pays et dont les cours sont assurés sur Teams, Zoom ou une autre plateforme. Sa consommation de données sera importante et il atteindra rapidement son plafond mensuel. L'équité consisterait à ce que les personnes se trouvant dans cette situation disposent du même plafond dans le pays visité que dans leur pays d'origine. (dm)



[Le CESE est favorable à une politique commerciale de l'UE ouverte, durable et ferme](#)

La nouvelle stratégie commerciale lancée par la Commission met sur la table des principes de coopération qui aideront l'UE à atteindre ses objectifs de politique intérieure et extérieure. Parallèlement, la modernisation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est essentielle pour aider les générations futures.

*«Nous devons privilégier une approche claire qui nous permettra d'être à la fois ouverts et fermes, et d'améliorer la participation des parties prenantes à la politique commerciale car le discours sur le commerce international est en train d'être réécrit», a déclaré **Timo Vuori**, rapporteur de l'[avis](#) du CESE sur le réexamen de la politique commerciale.*

Il est temps que l'Europe mette de côté la naïveté et adopte une attitude plus ferme lorsqu'elle défend de manière unilatérale des valeurs et des engagements commerciaux de l'Union. Lorsque l'OMC se trouve dans l'impossibilité d'agir ou de tenir pleinement ses engagements, l'Union devrait pouvoir s'appuyer sur un large éventail d'accords de libre-échange (ALE) qui reflètent les principes européens et les normes internationales qu'elle partage avec des économies de premier plan et des économies émergentes en matière de commerce

international.

Comme l'a déclaré **Christophe Quarez**, corapporteur de l'avis: *«Tous les travaux doivent être replacés dans le contexte du multilatéralisme et de la réforme de l'OMC».*

Le CESE convient que la modernisation de l'OMC est une priorité absolue. Par conséquent, l'UE doit prendre l'initiative d'une dynamique de réformes de l'OMC ambitieuses en mettant fin aux tabous relatifs aux aspects sociaux et climatiques du commerce.

Une politique commerciale qui profite aux citoyens

Le CESE se félicite du programme commercial, qui répond à certaines des préoccupations exprimées par les parties prenantes. Toutefois, les moyens d'améliorer la participation de la société civile n'y sont pas examinés de façon suffisamment approfondie.

Le Comité souligne la nécessité de poursuivre la coopération avec la société civile aux niveaux national et européen, afin de s'assurer que la politique commerciale apporte une valeur ajoutée à notre vie quotidienne.

La société civile doit devenir un partenaire actif dans le domaine de la politique commerciale, et ce du stade de l'élaboration à celui du suivi des instruments et accords commerciaux.

Le CESE soutient fermement la nécessité pour l'UE de jouer un rôle actif dans l'élaboration de règles mondiales visant à favoriser un commerce plus durable et plus équitable, capable d'apporter la prospérité et la sécurité non seulement aux partenaires commerciaux, mais aussi aux pays et à leurs citoyens. (at)



[Le CESE se félicite de sa première réunion avec le Conseil économique et social argentin](#)

Cette première réunion entre le Comité économique et social européen (CESE) et le Conseil économique et social argentin (CES argentin), organisée par la section REX, s'est tenue sous la houlette de leurs présidents respectifs, Christa Schweng et Gustavo Beliz.

Dans son allocution d'ouverture, **Gustavo Beliz**, président du CES argentin, a dressé le bilan des 100 premiers jours de sa toute jeune institution et déclaré:

«Le Conseil rassemble en son sein des personnes d'opinions très diverses et même de visions du monde très différentes, de parcours très variés et de multiples origines sociales. Cette diversité est le principal atout du Conseil. Au cours de ces premiers 100 jours, nos travaux ont été

empreints d'un grand respect mutuel et d'un très fort engagement. Nous entendons les poursuivre dans le même état d'esprit auprès du CESE, et nous nous félicitons d'autant de l'occasion que constitue notre

rencontre.»

Christa Schweng, présidente du CESE, a félicité la République argentine de s'être dotée d'une institution qui permet aux organisations de la société civile de faire valoir leurs points de vue et de formuler des propositions d'action. *«Nous sommes très heureux de savoir que l'Argentine a mis en place un conseil économique et social qui s'attachera aux problèmes cruciaux que sont l'inclusion sociale, l'environnement et le changement climatique, le travail, l'innovation démocratique et la sécurité alimentaire. L'Argentine est un pays avec lequel nous partageons nombre de valeurs et d'intérêts, notamment la conscience de l'importance de la participation de la société civile.»*

Plus de 90 membres des deux parties, représentant différents secteurs, ont participé à cette réunion et pris part à un débat animé sur une vaste palette de problèmes et de stratégies. Ce débat s'est centré sur les priorités pour la relance après la crise de la COVID-19, le pacte vert pour l'Europe, l'éducation et les emplois du futur et les incidences des nouvelles technologies sur le marché du travail.

Les deux délégations ont souligné toute l'importance des conseils économiques et sociaux pour dégager des consensus et mettre au point des solutions concernant les problématiques sociales et la manière de les aborder, solidement ancrée dans la démocratie participative. (at)



La dimension extérieure de la migration doit s'inscrire dans la politique étrangère de l'UE

Pour traiter la question migratoire, une stratégie essentielle consiste à nouer des partenariats avec les pays d'origine et de transit en vue d'attirer les talents. L'Europe doit réorienter la dimension extérieure de la politique migratoire et l'inscrire dans un programme géopolitique et géoéconomique plus vaste, qui trouvera sa juste place parmi d'autres stratégies.

«Aujourd'hui, nous débattons de la manière dont la géopolitique influe sur la migration. La prochaine grande vague migratoire vers l'Europe viendra d'Afrique», a souligné **Dimitris Dimitriadis**, président de la section REX, lors de la réunion de juillet 2021.

On estime qu'en janvier 2020, sur les 447 millions d'habitants de l'UE, 23 millions de personnes étaient des ressortissants de pays tiers, soit 5 % de la population européenne.

Alors que le nouveau pacte sur la migration et l'asile préconise toujours de conclure, avec les pays d'origine, de transit et de destination, des partenariats destinés à attirer les talents, il semble que certains blocages en empêchent la mise en œuvre dans les faits.

Jean-Louis De Brouwer, du programme «Affaires européennes» de l'Institut Egmont, a fait observer que, vraisemblablement, la solidarité faisait défaut dans le cadre du nouveau pacte et que ce dernier n'inspirait

pas assez confiance.

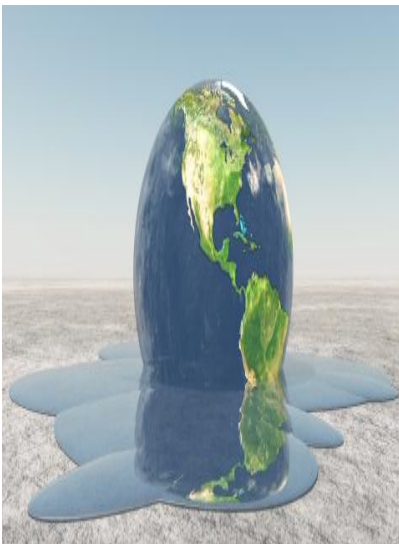
Estrella Galán, représentante de la Commission espagnole d'aide aux réfugiés, a également souligné que la gestion des problématiques de migration et d'asile incombait aux pays d'entrée, et que ces questions devraient être traitées de manière plus proportionnée, dans un esprit de responsabilité partagée et de solidarité.

La politique de développement en Afrique peut permettre d'enrayer la migration clandestine

Une contribution positive au développement en Afrique pourrait apporter une stabilité sociale, politique et économique à ce continent vulnérable au changement climatique.

D'après **Pierrette Herzberger-Fofana**, députée au Parlement européen et première vice-présidente de la commission du développement du Parlement européen, *«les politiques de développement sont indissociables des questions de migration»*.

À ce propos, **Chiyoge B. Sifa**, du bureau africain de l'Alliance coopérative internationale (ACI), a souligné l'importance du partenariat entre l'ACI et l'UE, qui contribue largement à dissuader les jeunes d'emprunter les routes de la Méditerranée. (at)



[Les employeurs et les syndicats se joignent aux ONG: il est maintenant urgent de s'attaquer au changement climatique](#)

La nouvelle [stratégie de l'UE pour l'adaptation au changement climatique](#) constitue une étape cruciale vers la neutralité et la résilience climatiques d'ici à 2050. La société civile européenne soutient fermement l'engagement de la Commission à intensifier ses efforts visant à prendre en compte le changement climatique, à renforcer la résilience, à prévenir ce changement et à s'y préparer.

Dans son [avis sur la nouvelle stratégie](#), adopté lors de la session plénière de juillet, le CESE a souligné qu'une adaptation axée sur l'équité est essentielle pour protéger la vie et les moyens de subsistance des citoyens européens, en particulier ceux des plus vulnérables, afin que personne ne soit laissé pour compte.

Le CESE insiste par conséquent sur la nécessité d'accorder une importance égale au financement de l'atténuation et de l'adaptation, ainsi que d'adopter des lignes directrices spécifiques en matière d'adaptation, des outils de suivi, des critères de référence et des indicateurs. Ces outils contribueront à assurer la transparence et à évaluer les progrès accomplis en matière d'adaptation au changement climatique, tout en renforçant les capacités locales, nationales et régionales.

La bioéconomie et la transition vers une économie circulaire constituent des approches essentielles et concrètes d'adaptation au changement climatique à mesure que l'Europe se redresse.

«L'UE doit promouvoir davantage l'innovation, les investissements et les échanges commerciaux qui favorisent le développement durable, et souligner leur importance. L'adaptation au changement climatique et ses coûts doivent également faire partie intégrante de la stratégie industrielle de l'UE», a déclaré **Dimitris Dimitriadis**, rapporteur du CESE pour cet avis.

Afin que l'UE affirme sa position d'initiatrice de normes à l'échelle mondiale dans le domaine de la finance durable, la Commission devrait placer la barre haut et suivre une approche fondée sur la science et de neutralité technologique, y compris dans la taxinomie de l'UE. (mr)



Transport multimodal de marchandises: faisons en sorte d'y parvenir!

Le transport de marchandises combinant le transport par eau et le transport terrestre sera plus facile en Europe lorsque les problèmes liés à l'intermodalité seront résolus. Dans l'avis élaboré par Stefan Back et adopté lors de la session plénière de juillet, le Comité constate que le manque d'interopérabilité et la médiocrité des infrastructures ont une incidence déterminante sur le développement du transport intégré de marchandises, ne laissant souvent aux opérateurs d'autre choix que de recourir au transport routier. Cette situation a des répercussions négatives sur l'environnement.

S'exprimant sur l'adoption de l'avis, **M. Back** fait valoir que l'Union européenne a besoin d'une approche pragmatique et économe en ressources d'un point de vue réglementaire: «Nous devons traiter directement les questions en suspens et les résoudre rapidement. Le transport multimodal et la logistique doivent être efficaces et durables et ne pas être plus onéreux, plus lents et moins fiables que, en particulier, le transport routier unimodal. Il est impossible de trouver une solution viable à long terme en mettant simplement en place un nouveau cadre réglementaire spécifique ou en injectant de nouvelles ressources financières.»

À l'heure actuelle, le transport multimodal de marchandises pêche par un manque d'efficacité et de durabilité. La combinaison des différents modes de transport par eau et de transport terrestre entraîne aujourd'hui des dépenses considérables en raison des coûts de transbordement et de transaction, auxquels s'ajoutent des inconvénients tels que la longueur des délais de livraison, la complexité, le niveau de risque plus élevé et le manque de fiabilité. Compte tenu de tout ce qui précède, force est de constater que le transport multimodal n'est actuellement pas très attrayant. Pour jouer pleinement son rôle dans le système de transport, le transport multimodal doit devenir véritablement concurrentiel et assurer des flux efficaces

et fluides au même coût que le transport unimodal. (mp)



[Le CESE appelle à une mise en œuvre rapide des synergies européennes entre les industries civile, spatiale et de la défense](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) accueille favorablement le plan d'action proposé de l'UE sur les synergies entre les industries civile, spatiale et de la défense, lequel est en mesure de renforcer l'autonomie stratégique et la souveraineté technologique de l'Europe, d'améliorer la sécurité des citoyens et de stimuler la compétitivité, la croissance économique et l'emploi. Le CESE appelle dès lors à une mise en œuvre rapide, énergique et ambitieuse des [11 actions](#) prévues dans le plan.

Le CESE a adopté un avis sur le thème [«Plan d'action de l'UE relatif aux industries spatiale et de la défense»](#), dans lequel il se prononce sur le plan d'action présenté par la Commission européenne qui vise à

améliorer les synergies entre les instruments financés par l'UE tout en facilitant l'enrichissement mutuel entre les industries civile, spatiale et de la défense.

L'une des innovations les plus importantes et les plus durables de l'industrie automobile tire son origine de l'industrie de la défense, ici en Europe. Après avoir travaillé sur des sièges éjectables d'avions de combat pour une société aéronautique européenne, Nils Ivar Bohlin, un ingénieur mécanicien suédois, a ensuite conçu une nouvelle ceinture de sécurité pour une société automobile européenne. Inspirée du harnais utilisé par les pilotes d'avion à réaction, la ceinture de sécurité à trois points est devenue une norme mondiale dans l'industrie automobile et a sauvé plus d'un million de vies depuis son introduction.

Le CESE considère que le plan d'action est un pilier de la [stratégie industrielle de l'UE](#), et l'exemple ci-dessus est une source d'inspiration sur la manière dont il peut assurer un enrichissement mutuel entre les industries civile, spatiale et de la défense et mettre l'accent sur l'amélioration du lien crucial entre l'espace, la défense et la sécurité.

«L'adoption de nouvelles technologies numériques et d'autres technologies émergentes dans le domaine de la défense et de la sécurité devrait figurer au rang des priorités essentielles», a déclaré **Manuel García Salgado**, rapporteur de l'avis. «Pour faciliter cette approche, il convient de veiller à ce que les initiatives civiles pertinentes tiennent compte dès le départ des exigences en matière de défense et de sécurité; cela contribuera également à optimiser la portée et l'efficacité des instruments spécifiques de financement de la défense et de la sécurité.»

La diversité est un moteur essentiel de l'innovation, y compris dans les industries spatiale et de la défense. Le CESE plaide dès lors en faveur d'une intégration plus large des femmes et des jeunes grâce à des politiques de recrutement, de maintien et de promotion du personnel.

Selon **Jan Pie**, corapporteur de l'avis, «L'Europe est aujourd'hui un leader mondial dans le domaine de la technologie, mais ce rôle de premier plan est de plus en plus remis en question par les investissements massifs des États-Unis et de la Chine dans de nouvelles technologies numériques et d'autres technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle, l'internet des objets ou la chaîne de blocs (blockchain). Cette situation met en péril la compétitivité de l'Europe, mais aussi son autonomie dans des secteurs stratégiques tels que la sécurité ou la défense.»

Pour **Pietro de Lotto**, président de la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) du CESE, «cette question est incontestablement un exemple de la manière dont on peut poursuivre une souveraineté technologique saine et non agressive». (ks)

NOUVELLES DES GROUPES



[Le groupe des employeurs du CESE plaide en faveur d'une législation sur le numérique rural](#)

Par le groupe des employeurs du CESE

Lors de sa réunion extraordinaire de juillet, le groupe des employeurs a invité Janusz Wojciechowski, commissaire européen chargé de l'agriculture, à proposer une législation sur le numérique rural.

Une telle législation faciliterait le développement des technologies numériques dans l'agriculture et dans les zones rurales, améliorant ainsi l'efficacité de la politique agricole commune et soutenant les stratégies de l'Union européenne dans le cadre du pacte vert et de l'initiative intitulée «de la ferme à la table».

«La crise de la COVID-19 a montré qu'il est impératif de réduire la fracture numérique entre zones urbaines et zones rurales, si nous voulons que le numérique devienne un véritable levier de développement durable sur l'ensemble du continent européen. Il est capital de déployer la fibre et la 5G dans nos villes comme dans nos campagnes», a déclaré

Arnold Puech d'Alissac, vice-président du groupe des employeurs. «Or, la PAC ne peut financer l'ensemble des besoins du monde rural, y

compris ses besoins numériques. D'autres budgets doivent venir en renfort afin de ne pas épuiser la PAC»,

a-t-il ajouté. Il a également rappelé que «les plans nationaux pour la reprise et la résilience peuvent contribuer à combler les écarts», mais que nous avons besoin d'un plan plus structuré.

Le commissaire a indiqué que la numérisation figurait en bonne place parmi les priorités de la Commission, et que ceci se reflétait à la fois dans l'ambition globale au service de l'ère numérique et, plus récemment, dans la proposition de boussole pour la décennie numérique.

«La numérisation dans l'agriculture et dans les zones rurales peut être considérée comme un instrument qui non seulement renforce la compétitivité de ce secteur et des communautés rurales, mais contribue également à la réalisation de plusieurs objectifs stratégiques liés à la durabilité. Ce qui comprend bien évidemment la durabilité environnementale et socio-économique», a déclaré le commissaire, soulignant la manière dont les technologies numériques peuvent transformer l'agriculture en aidant les agriculteurs à travailler de manière plus précise, plus efficace et plus durable, par exemple, dans l'utilisation qu'ils font des nutriments et en prenant des mesures adéquates au service du bien-être des animaux.

L'Europe rurale a un rôle fondamental à jouer dans ce nouvel appel lancé après la pandémie en faveur de la cohésion sociale et de la durabilité, conformément aux stratégies proposées par la Commission européenne (sur le changement climatique, le pacte vert pour l'Europe, l'initiative «de la ferme à la table», la biodiversité), ainsi qu'aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Le secteur agroalimentaire est le moteur de l'économie européenne. L'Union européenne compte 294 000 entreprises agroalimentaires, qui génèrent un chiffre d'affaires de 1 192 milliards d'euros et emploient 4,72 millions de personnes, ce qui en fait le secteur manufacturier le plus important de l'Union. Le secteur agroalimentaire bénéficie également d'un excédent commercial extérieur d'une valeur de 36 milliards d'euros.

«Le CESE défend l'important potentiel d'innovation que recèle ce secteur pour autant que des ressources suffisantes soient allouées aux investissements dans les infrastructures et la numérisation. Les agriculteurs européens sont prêts à s'engager dans les transitions, mais ce ne sera pas possible en l'absence d'incitations appropriées, sans conditions de concurrence équitables avec les produits importés et sans soutien à la résilience», a déclaré **Stefano Mallia**, président du groupe des employeurs.

D'une manière générale, la numérisation est un facteur important pour que les jeunes générations, notamment les jeunes agriculteurs et autres entrepreneurs, restent dans les zones rurales. «Les mesures que nous prendrons dans les années à venir doivent être concertées. Vous, employeurs et entrepreneurs, avez des atouts inestimables sur la voie que nous empruntons: votre leadership et votre capacité d'initiative. Je me réjouis de collaborer étroitement avec vous et j'ai la conviction que nous pourrons atteindre notre objectif commun d'une Europe prospère et durable», a ajouté le commissaire.

La réunion avec le **commissaire Wojciechowski** peut être visionnée dans son intégralité en cliquant sur le lien suivant: <https://www.youtube.com/watch?v=nAPQvk8wGXE> (dv/kr)



Conférence sur l'avenir de l'Europe: espoirs et risques pour un avenir qui pourrait s'achever trop tôt

Par le groupe des travailleurs du CESE

La [Conférence sur l'avenir de l'Europe](#) est une occasion vraiment spéciale, un moment clé dans la création indispensable d'un véritable espace public européen. [Pour y parvenir, il est essentiel de s'adresser aux citoyens, de nouer le dialogue avec la société civile](#), les syndicats et les organisations professionnelles. Les questions à aborder, qui vont de la démocratie européenne à la justice sociale, en passant par l'emploi, l'environnement, la migration et le changement climatique, figurent parmi les défis majeurs auxquels sont et seront confrontés notre

continent et nos pays.

Un programme aussi ambitieux suscite, à juste titre, bien des attentes. L'espoir est toutefois une arme à double tranchant, et si ces grandes thématiques ne débouchent pas sur de véritables débats et des propositions concrètes, si elles ne parviennent pas à associer les citoyens au-delà de la bulle bruxelloise et à engager un dialogue avec eux et avec les travailleurs de toute l'Europe, cet espoir peut rapidement se transformer en déception. Celle-ci risque d'aggraver le climat de désaffection, incarné par la montée de l'extrémisme et du populisme. Le débat politique est un processus de longue haleine, en particulier lorsque des citoyens ordinaires sont invités à discuter de questions très complexes. Bien que cette Conférence soit – répétons-le – une chance, sa durée extrêmement courte et les informations succinctes qui ont été communiquées jusqu'à présent sur son contenu et se limitent à une brève description de la session plénière inaugurale, nous rappellent qu'elle risque in fine de ne produire guère plus qu'une série de lieux communs et de déclarations générales.

Les panels de citoyens, qui rassemblent des citoyens choisis de façon aléatoire dans l'ensemble des États membres pour constituer un échantillon représentatif de la population, sont un pilier essentiel de la Conférence. Alors que le premier panel doit se réunir en septembre, aucune information n'est encore disponible quant à la teneur exact des débats, étant donné que les conclusions du premier rapport intermédiaire, élaboré par un contractant externe sur la base de contributions en ligne, n'ont pas encore été publiées. Cette approche est certes susceptible d'apporter des idées extérieures dans la discussion politique, mais elle risque aussi d'ouvrir le débat à trop de questions disparates ou d'ignorer des thématiques fondamentales, en fonction de ce que sera la participation en ligne au cours des mois qui précéderont et des critères retenus par le contractant externe. Étant donné que la Conférence doit s'achever au mois de mars et que seules trois réunions sont prévues par panel, le risque de dispersion est bien réel. Une autre question fondamentale, en particulier en ce qui concerne les représentants du processus politique, est celle des groupes de travail de la session plénière de la Conférence et des sessions plénières, auxquelles participeront des membres du CESE. Alors que la date de leur lancement approche, aucune information n'est encore disponible, si ce n'est l'intitulé des groupes.

Pour qu'elle puisse développer tout son potentiel et produire des effets au-delà de la bulle de Bruxelles, la Conférence doit proposer des positions et formuler des propositions concrètes et permettre le débat et la collaboration entre le volet représentatif et le volet participatif de la démocratie. En tant que syndicalistes,

nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir que les citoyens et les travailleurs soient mis au premier plan; mais pour que cela fonctionne, le flux d'informations doit gagner en transparence et il pourrait être nécessaire de disposer de davantage de temps. (ppr)



La banque et la finance, clés de la reconstruction et de la relance durables après la crise de la COVID-19

Par le groupe «Diversité Europe» du CESE

La commissaire Mairead McGuinness a participé à la dernière réunion extraordinaire du groupe «Diversité Europe» pour y débattre du rôle de la finance et du secteur bancaire dans la relance de l'Europe.

Dans son allocution de bienvenue, **Séamus Boland, président du groupe «Diversité Europe»**, a préconisé de s'intéresser au rôle que les systèmes bancaires conventionnels et alternatifs pourraient jouer dans la reprise financière, notamment pour les petites entreprises socialement responsables, le secteur de l'économie sociale et les PME. Le président du groupe a estimé qu'il était nécessaire d'**évoluer** vers des systèmes bancaires et financiers qui tiennent davantage compte **des choix et des préférences des citoyens**.

La commissaire aux services financiers, à la stabilité financière et à l'union des marchés de capitaux a souligné que le rôle du **système financier** dans la reprise était **crucial pour assurer un avenir durable**. La pandémie et les conséquences du changement climatique ont fait prendre conscience de la nécessité de **réorienter les capitaux vers la durabilité**, afin que les économies, les entreprises et la société deviennent plus résilientes face aux chocs.

La commissaire a déclaré que la pandémie avait entraîné une formidable accélération de la **numérisation**, en particulier dans le système financier. «La stabilité financière est capitale. Nous nous intéressons de près à ces innovations, qui sont positives, mais nous devons également gérer les risques qui peuvent en découler, tout en veillant à protéger les citoyens», a-t-elle expliqué.

Plusieurs membres ont pris la parole au cours des discussions avec la commissaire. **Ioannis Vardakastanis**, vice-président du groupe, a lancé un avertissement: «Il n'y aura pas de reprise économique ou sociale en Europe si les acteurs financiers et bancaires ne travaillent pas de concert, dans l'intérêt de l'économie et de la société dans son ensemble.»

À propos de la numérisation de la finance, **Giuseppe Guerini**, porte-parole de la catégorie «Économie sociale» du CESE, a insisté sur l'importance de trouver un équilibre entre le besoin de réglementer et la nécessité de stimuler l'innovation.

En réponse aux nombreuses questions posées par les membres, la **commissaire McGuinness** a notamment affirmé que la Commission mettait tout en œuvre pour éviter qu'une crise financière ne survienne dans le sillage de la pandémie. Il est essentiel d'éviter l'accumulation de prêts non productifs dans les bilans des banques. Le financement de la relance doit tenir compte des différentes situations de départ,

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



Nouvelle publication: Donner forme à l'Europe – Réalisations récentes du CESE – Édition 2021

Dès le début de la pandémie, le CESE a joué un rôle actif dans l'élaboration de politiques liées à la réponse ad hoc apportée à la crise de la COVID-19 et aux moyens de la surmonter. Dans le même temps, le Comité a maintenu une approche prospective et à long terme, et a œuvré à la préparation des économies et des sociétés à la réalité de l'après COVID-19. Cette publication présente des exemples concrets de nos actions et initiatives récentes qui ont permis de faire la différence et contribué à donner forme à l'Europe.

Cette brochure est disponible en six versions linguistiques (ES, DE, EN, FR, IT et PL) sur le site internet du CESE:

<https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/donner-forme-leurope-realizations-recentes-du-cese-edition-2021#>.

Vous pouvez en commander des exemplaires sur papier à l'adresse vipcese@eesc.europa.eu. (fgr)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Aude Francois (af)
Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Fabiola Giraldo Restrepo (fgr)

Jasmin Kloetzing (jk)
June Bedaton (jb)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Magdalena Walczak Jarosz (mwj)
Nicola Accardo (na)
Pablo Ribera Paya (prp)
Sveto Trajkovski (st)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Katerina Serif (ks)

Technical support
Bernhard Knobloch (bk)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.